

Le budget—M. Blais

M. Blais: Pour 1981-1982, nous prévoyons que nos dépenses équivaldront à 20.6 p. 100 du PNB. Si le député de York-Peel se donne la peine de consulter les documents budgétaires, il constatera que les prévisions pour 1985-1986 font état d'un objectif de dépenses 19.2 p. 100 du PNB.

Passons maintenant aux débours. Exception faite du service de la dette, nos dépenses s'accroîtront en 1981-1982 de 11.7 p. 100. En 1982-1983, elles seront ramenées à 11.1 p. 100. Hier, le chef de l'opposition a parlé d'une augmentation de débours de près de 52 p. 100 tel que prévu dans le budget. Je ne vois pas d'où il tire ses chiffres. Il est aisé de constater l'écart entre les chiffres que lui et moi-même avançons.

Nos recettes budgétaires sont passées de 18.7 p. 100 en 1974-1975 à 15.7 p. 100 en 1980-1981 par suite des allègements fiscaux discrétionnaires accordés au cours de cette période. Au cours de l'application du programme budgétaire, les recettes passeront à 17.2 p. 100 du PNB en 1982-1983 et se maintiendront à peu près à ce niveau jusqu'en 1985-1986. Ainsi, le fardeau de l'impôt se révèle inférieur à celui de 1974-1975, période où les déficits étaient moins importants qu'en ce moment.

Passons maintenant au deuxième point, celui de l'équité dont on parle dans le budget. Il ne fait aucun doute que c'est cet aspect du budget qui a suscité le plus d'intérêt car tous se sont réjouis de savoir que nous allions supprimer les «échappatoires» dans le régime fiscal. En effet, c'est exactement ce que nous avons fait.

Quand j'ai félicité le ministre des Finances au début de mon intervention, c'était pour son caractère humanitaire. Ce caractère ressort clairement dans le budget car en supprimant les échappatoires, le ministre des Finances agit en homme «libéral», en homme qui est à la recherche de l'équité et de la justice. Or il a traité de ces questions directement dans son budget. Je ne comprends pas pourquoi l'opposition persiste à ne pas lui rendre hommage pour son initiative. Je n'arrive tout simplement pas à le comprendre. Je voudrais vous lire un passage d'un article paru dans le *Star* de Toronto du 23 octobre dernier:

Des milliers de Canadiens bien nantis ne paient aucun impôt grâce aux nombreuses échappatoires dans le régime fiscal, a déclaré le critique des finances des néo-démocrates, M. Bob Rae.

Les travailleurs à revenu faible ou moyen déjà accablés par des taux d'intérêt élevés se voient imposer un fardeau supplémentaire du fait qu'il leur faut payer la note des «cadeaux fiscaux que fait le Canada aux entreprises et aux personnes les plus riches du pays», d'ajouter le député de Broadview-Greenwood (M. Rae).

Pour la seule année 1979, 3,467 personnes gagnant plus de \$50,000 n'ont payé aucun impôt, a-t-il précisé, ce qui équivaut à une augmentation de 50 p. 100 par rapport à 1978.

Ces «cadeaux fiscaux» ont permis à 160 Canadiens gagnant plus de \$200,000 par an d'éviter de payer de l'impôt au cours de la même année, a-t-il renchéri.

Dans une entrevue accordée hier, M. Rae—candidat à la direction du parti néo-démocrate de l'Ontario—a soutenu que le ministre des Finances M. Allan MacEachen, devra prévoir des réformes fiscales d'envergure dans son prochain budget dont on prévoit la présentation aux environs du 10 novembre.

● (2110)

C'est exactement ce que nous avons fait. Nous avons supprimé les échappatoires et procédé à une redistribution du fardeau fiscal. Les députés de l'opposition nous ont-ils le moins félicités? Pas un mot, monsieur l'Orateur; mais, je vous le fais remarquer, nos concitoyens ont, en général, bien accueilli l'orientation d'équité que nous avons donnée à notre régime fiscal.

Nous avons prévu d'autres ajustements fiscaux. Je voudrais dire dans quelle mesure ces derniers vont avoir des répercussions au niveau de ma circonscription. D'après les estimations du ministère des Finances, la famille moyenne réalisera une économie de \$210. A cause de la diminution du taux marginal, 20,564 familles de la circonscription de Nipissing vont réaliser des économies de plus de \$4,318,500 au cours de l'année prochaine ce qui va constituer un stimulant positif pour la région. Ma circonscription compte de nombreux chefs de petites entreprises et exploitants agricoles dans tout le nord-ouest de l'Ontario. Ils vont tirer profit des mesures fiscales contenues dans le budget.

En outre, l'autre point dont n'ont pas parlé les députés de l'opposition c'est l'indexation. L'indexation représente pour les contribuables canadiens un abattement fiscal direct ou un crédit d'impôt équivalant à 3 milliards de dollars. Le principe de l'indexation est maintenu. Les exemptions personnelles, pour une famille de quatre, par exemple, seront portées de \$7,230 comme c'était le cas au cours de la dernière année financière, à \$8,110 ce qui représente une augmentation de près de \$800 du seul fait du maintien de l'indexation.

Le crédit d'impôt-enfant passera, dans le budget, de \$261 par enfant à \$293. En fait, les Canadiens qui appartiennent aux tranches de revenus moyens ou modestes vont profiter d'une aide accrue.

[Français]

Le troisième point dans le budget a trait à la question du renouveau économique. Contrairement à ce qui est avancé par l'opposition, le gouvernement a traité du développement économique, et on n'a alors qu'à se référer au document qui a été déposé à la Chambre qui s'intitule *Le développement économique du Canada dans les années '80*. Les députés de l'opposition ne sont pas d'accord pour y prêter attention, et cela est très malheureux, parce qu'il contient des renseignements très intéressants au sujet du potentiel de notre pays. En effet, on y remarque que 42 milliards de dollars seront déboursés par le gouvernement du Canada pour le développement économique d'ici cinq ans, soit 42 mille millions de dollars. En plus de cela, 18.2 mille millions de dollars, c'est-à-dire des milliards, seront déboursés pour le développement énergétique durant ces cinq années, et cela ne touche pas tous les investissements qui seront faits, monsieur le président.

Effectivement, le Canada est le deuxième plus grand pays du monde. Il a un potentiel des plus magnifiques, des plus grands. Même les députés de l'opposition sont prêts à le reconnaître. Effectivement, lorsque l'on examine ce document, on constate exactement l'ampleur de ce potentiel.

[Traduction]

D'après le rapport intitulé *Le développement économique du Canada dans les années 80*, les méga-projets se monteront à 440 milliards de dollars entre aujourd'hui et la fin du siècle. Tous les députés ont lu ce document et en sont certainement impressionnés. En outre, il parle d'un potentiel économique secondaire, celui de l'approvisionnement de ces méga-projets. Nous aurons besoin de toute une infrastructure d'industries d'approvisionnement qui procureront des recettes supplémentaires aux Canadiens, des nouveaux débouchés et qui relanceront l'activité économique. Le troisième domaine concerne l'exploitation des biens et services du domaine des techniques de pointe et de haute productivité.